

Original: dy

dodis.ch/65464

Kopien: brc ke mef nf grn vsg vdf rx kt caf wer
ho bjo la ria egf wok fmd kur sut gh ltj
kj ay sfr rae bod

Kopie nach Kenntnisnahme vertraulich vernichten!

londres, 27 juillet 1993

zbrn0138
hhhhh

r.p. 39 - mf/bm
confidentiel

pour :

chef du secretariat politique

copies à :

ambassades de suisse a : athenes, bonn, bruxelles (mission),
la haye, lisbonne, luxembourg, paris, rome, vienne,
washington, mission geneve

svp transmettre a : ambassades de suisse a : bruxelles, } TC-91/MP
copenhague, dublin, madrid, helsinki, oslo, stockholm

john major, ou de la difficulté
de changer de premier ministre

john major a gagné son vote sur maastricht, mais il n'a pas
pour autant regagné la confiance de son parti et de son
peuple. c'est ainsi, sans doute, que l'on peut resumer la
situation au lendemain de ce qui fut pour le premier
ministre la phase la plus critique de sa carrière et pour
toute la classe dirigeante britannique un épisode qui l'a
profondément ébranlée.

au coeur de l'affaire, il y a le fait que le gouvernement -
après plus de 300 heures de débats parlementaires - n'est
pas parvenu à convaincre son propre parti de la justesse de
sa politique européenne. à défaut de cela, le premier
ministre - après avoir été mis en minorité, ce qui n'était
pas arrivé depuis james callaghan en 1979 - a été obligé de
s'imposer en posant la question de confiance et en
brandissant la menace d'élections générales anticipées.

places devant le dilemme de soit voter pour le traité de
maastricht, soit mener le parti à une cuisante défaite
électorale, les vingt et quelque conservateurs rebelles

n'ont pas hésité à faire leur choix, car tous au sein du
parti étaient bien conscients du sérieux de l'enjeu.

./.



il en résulte toutefois beaucoup d'amertume et les dissensions au sein du parti, voire au sein du gouvernement, restent vives, comme en témoignent les propos pour le moins desobligeants du premier ministre, rendus publics soi-disant par erreur à la suite d'une interview télévisée, à l'égard de trois membres du cabinet passant pour des euro-sceptiques. il est difficile de dire jusqu'ou ira cette "guerre civile" à l'intérieur du parti.

le premier ministre, mais aussi tout son gouvernement, ont aujourd'hui une cote extrêmement basse et l'élection complémentaire du 29 juillet à christchurch, bastion traditionnel du parti conservateur, s'annonce fort mal pour lui si l'on en croit les sondages.

les raisons pour lesquelles le gouvernement est en si mauvaise posture sont de plusieurs ordres.

il y a d'abord la personnalité du premier ministre, auquel manque incontestablement une stature de grand leader politique. son sourire immuable, le caractère prévisible de ses positions, même son honnêteté, son bon sens et son pragmatisme ne parviennent pas à compenser l'image d'un homme qui ne maîtrise pas les situations et ne contrôle pas ses propres rangs.

il y a aussi le fait que les chefs de file de l'opposition travailliste manquent singulièrement d'impact, ce qui les situe au même niveau que le gouvernement. cela a pour conséquence de permettre à l'opposition intérieure de se manifester au sein du parti conservateur avec beaucoup plus de vigueur que s'il fallait compter avec un "shadow cabinet" fort et crédible. reste pourtant que les sondages qui donnent une avance considérable aux travaillistes ont fini par faire comprendre aux conservateurs que leur maintien au pouvoir passait par l'unité du parti. lady thatcher elle-même s'est sentie poussée il y a quelques semaines à donner publiquement son appui à john major comme premier ministre, même si ce n'était que pour freiner la montée de l'europhile kenneth clarke comme candidat à la succession.

le fait demeure, par ailleurs, que les divergences de vues à propos de l'europe sont quasi viscérales. il y va d'options qui ont une portée fondamentale pour l'avenir du pays et à propos desquelles les vues sont pratiquement inconciliables tant elles reflètent des attitudes profondément enracinées. pour les uns, qui sont largement majoritaires au parlement, le royaume-uni n'a d'avenir qu'en europe et doit par conséquent être un participant de premier rang au cœur du débat sur l'intégration. pour les autres, les anglais risquent ce faisant de compromettre leur identité, leur

souveraineté, leur liberté de décision, leur traditionnelle manière de vivre. la reine elle-même me disait récemment lors de la garden party à buckingham palace : "our people don't like all this ruling coming from brussels and interfering with their lives. it's only the city and business who want it", sans cacher ou allier ses propres sympathies. à la même occasion, lady thatcher s'exclamait en me voyant : "aren't you lucky not to be in it, with italy and its corruption, the greeks, the portuguese to support ...". à l'occasion du débat, les euro-sceptiques ont fait valoir qu'il leur suffirait en réalité que le royaume-uni devienne un sorte de super hong kong autorisé à commercer librement avec le monde entier. (ces mêmes esprits verraient sans doute avec faveur la suisse devenir un super monaco...).

ceci dit, on en revient toujours a constater que les debats de westminster et les disputes entre les protagonistes des differentes positions envers l'europe ne sont pas ce qui preoccupe fondamentalement le peuple britannique. en revanche, la situation economique, le chomage, la criminalite, le budget, les prestations sociales, les services de sante ont un poids toujours plus preponderant dans l'opinion que l'on se fait du gouvernement. il faut donc bien reconnaitre que le debat sur l'europe a consume un temps et une energie demesuree, que le premier ministre aurait pu consacrer plus utilement a d'autres sujets. il annonce qu'il le fera maintenant et c'est sur ces questions-la qu'il sera en fin de compte juge.

a quel moment? telle est la question que de nombreux commentateurs se posent et on parle par consequent beaucoup de la succession de john major. etonnement, celui-ci ne donne pas l'impression d'etre sur la defensive, mais projette au contraire l'image d'un homme decide a se battre parce qu'il croit a sa politique. j'ai pu le constater moi-meme lors de l'inauguration d'une nouvelle usine de ciba geigy a grimsby - un investissement d'un demi milliard de francs suisses - que le premier ministre honorait de sa presence et ou il fit un discours fort bien accueilli par les hommes d'affaires presents. des propos entendus a cette occasion je ne peux que deduire que l'industrie est favorable a la politique economique du gouvernement et dans une large mesure satisfaite des resultats qui se font jour (inflation au niveau le plus bas depuis 30 ans, taux d'interets competitifs, plus bas que ceux de l'Allemagne, chomage en diminution, fin de la recession la plus longue depuis les annees trente et lente mais constante reprise economique - a cote bien sur de facteurs moins rassurants). le president de ciba geigy uk, par exemple, affirmait qu'il n'avait jamais eu de si bons contacts avec le dti.

je serais par consequent tente de conclure que les jours du gouvernement major ne sont pas aussi pres d'etre comptes que le disent beaucoup de commentateurs. bien sur, il y aura

encore des defaites electorales, un congres du parti difficile en octobre et des retards dans le developpement economique, mais john major, s'il est terne, est aussi tenace et il a pour lui de représenter malgre tout le meilleur denominateur commun au sein du parti.

il serait donc tres difficile, a l'heure actuelle, de lui choisir un successeur qui puisse rallier suffisamment de suffrages de tous les bords pour s'imposer. des deux candidats les plus en vue, kenneth clarke, qui n'a pas encore fait ses preuves comme chancelier de l'echiquier, serait difficilement acceptable pour la droite du parti, et michael portillo, qui est un fort competent ministre du tresor et semble avoir l'etoffe d'un premier ministre, est encore trop jeune et, en tant qu'euro-sceptique, aurait du mal a s'imposer a la majorite du parti. tout au plus pourrait-on concevoir une sorte d'interim avec douglas hurd si major etait amene a quitter prematurement downing street.

le veritable test pourrait des lors ne venir pour lui que l'ete prochain, au moment des elections europeennes. si, la aussi, les conservateurs devaient ceder beaucoup de sieges par exemple aux liberaux democrates, alors la question d'un changement de leader se poserait tres certainement. l'inconnue reste a mon sens le role que vont jouer les medias, qui semblent se complaire a mettre en evidence tout ce qui peut montrer le gouvernement, et le premier ministre en particulier, en mauvaise posture. on assiste par consequent a un combat serre auquel la pause de l'ete ne mettra certainement pas fin.

muheim